



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service eau-environnement
Cellule milieux aquatiques et pêche

Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 18 août 2021

Arrêté n° DDT-2021-1163

Enquête publique préalable à l'autorisation environnementale et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L214-1 du code de l'environnement du projet de travaux de restauration écomorphologique de la rivière de la Basse Dranse

Communes de MARIN, PUBLIER, THONON-LES-BAINS

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R123-1 à R123-7 concernant les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement et les articles L214-1 et suivants, R214-1 à R214-56, R214-112 à R214-132 et R562-12 à R562-17 ;

VU l'arrêté n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à Monsieur le directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté n° DDT-2021-0650 du 4 mai 2021 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires ;

VU le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 31 juillet 2020 par Madame la Présidente du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC) et Monsieur le Président de la Société Anonyme des Eaux Minérales d'Evian (SAEME) par lequel ils sollicitent l'autorisation environnementale du projet de mise en œuvre des travaux de restauration écomorphologique de la rivière de la Basse Dranse, sur les communes de MARIN, PUBLIER, THONON-LES-BAINS ;

VU la décision du Président du tribunal administratif de Grenoble du 07 juillet 2021 ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande a été jugé complet et régulier dans le cadre de la procédure réglementaire prévue par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de soumettre le projet aux formalités d'enquête publique prescrite par les textes visés ci-dessus ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet de l'enquête – Date et durée de l'enquête

Dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale et de déclaration d'intérêt général pour la mise en œuvre des travaux de restauration écomorphologique de la rivière de la Basse Dranse, sur les communes de MARIN, PUBLIER, THONON-LES-BAINS, il sera procédé à une enquête publique **du lundi 13 septembre 2021 à 08h00 au mercredi 13 octobre 2021 à 17h30 inclus** dans les communes de MARIN, PUBLIER, THONON-LES-BAINS.

Le siège de l'enquête est fixé à la Mairie de THONON-LES-BAINS où toute correspondance relative à l'enquête pourra être adressée.

Article 2 - Commissaire-enquêteur

Par décision du tribunal administratif de Grenoble du 07 juillet 2021, Monsieur Jean-Paul BRON est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Monsieur le commissaire-enquêteur siègera en personne en mairies de :

Communes	Dates permanence	Heures permanence
Thonon-les-Bains	Lundi 13 septembre 2021	08h00-12h00
Marin	Mercredi 22 septembre 2021	13h30-17h00
Publier	Lundi 04 octobre 2021	13h30-18h30
Thonon-les-Bains	Mercredi 13 octobre 2021	13h30-17h30

Article 3 – Composition du dossier d'enquête

Le dossier d'enquête comporte :

- 1 – dossier de demande d'autorisation
- 2 – avis de l'agence régionale de santé
- 3 – avis ASTERS, gestionnaire des réserves naturelles
- 4 – avis de l'Office français de la biodiversité direction régionale
- 5 – avis de la DREAL – service ouvrages hydrauliques
- 6 – avis de la DREAL – service eau hydroélectricité nature, pôle préservation des milieux et des espèces
- 7 – avis de l'autorité environnementale
- 8 – réponse à l'avis de l'autorité environnementale
- 9 – avis du Conseil national de la protection de la nature (CNPN)
- 10 – réponse à l'avis du conseil national de la protection de la nature

Article 4 – Consultation du dossier d'enquête

Un exemplaire du dossier d'enquête ainsi qu'un registre seront déposés à la mairie de THONON-LES-BAINS (siège de l'enquête) et en mairies de MARIN, PUBLIER, pendant 30 jours, **du lundi 13 septembre 2021 à 08h00 au mercredi 13 octobre 2021 à 17h30 inclus**, afin que chacun puisse en prendre connaissance et éventuellement consigner ses observations sur le registre lors des heures d'ouverture des Mairies.

Les pièces du dossier d'enquête susvisé, ainsi que les registres d'enquête, seront ouverts par Messieurs les Maires de chaque commune et paraphés par le commissaire-enquêteur.

Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne, sur sa demande et à ses frais, dès publication du présent arrêté et pendant toute la durée de l'enquête. Il est également disponible sur le site Internet des services de l'État en Haute-Savoie (www.haute-savoie.gouv.fr) pendant le même délai.

Un accès gratuit au dossier de demande d'autorisation est également possible sur un poste informatique qui sera mis à disposition à la mairie de THONON-LES-BAINS aux jours et heures habituels d'ouverture des locaux au public.

Article 5 – Publicité de l'enquête

Un avis d'enquête, établi par mes soins, sera affiché notamment à la porte des mairies des communes de MARIN, PUBLIER, THONON-LES-BAINS et publié par tous autres procédés en usage dans ces communes, au moins 15 jours avant la date d'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. L'accomplissement de cette mesure incombe aux Maires et sera certifié par eux.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf en cas d'impossibilité matérielle justifiée, il sera procédé par les soins du SIAC à l'affichage de cet avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet ou en un lieu situé au voisinage.

Cet avis sera, en outre, inséré en caractères apparents dans deux journaux locaux diffusés dans le département **15 jours** au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci. Ces insertions seront faites par les soins de la direction départementale des territoires (service eau-environnement), aux frais du pétitionnaire.

Un exemplaire de chacun des journaux sera annexé au dossier déposé en mairie de THONON-LES-BAINS (siège de l'enquête) dès sa parution.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et publié sur le site Internet des services de l'État en Haute-Savoie.

Article 6 – Observations du public

Un registre d'enquête sera ouvert, coté et paraphé par le commissaire-enquêteur et déposé en mairies de MARIN, PUBLIER, THONON-LES-BAINS, afin que le public puisse y déposer ses observations.

Le public pourra également adresser ses observations par écrit au commissaire-enquêteur en mairie de THONON-LES-BAINS ou par voie électronique à l'adresse : ddt-enquetes-publiques@haute-savoie.gouv.fr

Les observations du public reçues par courrier électronique seront également consultables sur le site internet des services de l'Etat.

Les observations du public sont également communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, pendant toute la durée de l'enquête.

Article 7 – Clôture de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête fixé ci-dessus, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur qui récupérera également le dossier d'enquête.

Dès réception des registres d'enquête et des dossiers (y compris les observations reçues par courrier électronique), le commissaire-enquêteur rencontrera dans la huitaine la Présidente du SIAC et le Président de la SAEME et leur communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Les pétitionnaires disposeront d'un délai de quinze jours pour produire leurs observations éventuelles.

Le commissaire-enquêteur pourra auditionner toute personne ou service public qu'il lui paraîtra utile de consulter pour compléter son information sur le projet, ainsi que le maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fera la demande.

Le commissaire-enquêteur établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies. Il consignera ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves, ou défavorables à l'opération.

Dans les trente jours à compter de la clôture de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur transmettra le dossier d'enquête, accompagné des registres et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie (direction départementale des territoires, service eau-environnement).

Après clôture de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur sera déposée en mairies de MARIN, PUBLIER, THONON-LES-BAINS. Ils seront également consultables par voie dématérialisée sur le site Internet des services de l'État en Haute-Savoie.

Ces documents seront tenus à la disposition du public pendant un an, à compter de la date de clôture de l'enquête.

La communication du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur pourra être faite à toute personne en présentant la demande à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie.

Article 8 – Décision à l'issue de l'enquête

À l'issue de l'enquête publique, le préfet de la Haute-Savoie est l'autorité compétente pour prendre la décision requise au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement concernant cette opération. Le préfet statuera par arrêté portant autorisation ou refus, pris au bénéfice du SIAC et de la SAEME.

Article 9 - Exécution

Mme la Présidente du SIAC, M. le Président de la SAEME, MM. les Maires de MARIN, PUBLIER, THONON-LES-BAINS, le commissaire-enquêteur, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée pour information à :

- M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Thonon-les-Bains
- M. le Président du Tribunal Administratif de Grenoble.

Pour le préfet et par délégation
P/Le directeur départemental des territoires
Le chef du service eau-environnement



Damien ASSADET